

La Syrie appelle Israël à montrer une réelle volonté de paix

27 septembre 2008 – La Syrie a appelé samedi Israël à faire preuve d'une réelle volonté en faveur de la paix, exhortant en parallèle les Etats-Unis à remettre la paix au Moyen-Orient sur la liste de leurs priorités, lors d'un discours devant l'Assemblée générale de l'ONU.

« La réalisation de la paix requiert la participation de tous ceux qui y ont un intérêt direct et de ceux qui ont un pouvoir ou une influence pour mobiliser la volonté politique nécessaire », a déclaré le ministre des Affaires étrangères de la Syrie, Walid Al-Moualem, lors du débat général de l'Assemblée.

Le ministre syrien a souligné que la Syrie gardait comme priorité le retrait d'Israël du Golan occupé au-delà de la ligne du 4 juin 1967 ainsi que la réalisation de la paix. « C'est pourquoi nous avons accepté de participer à des négociations indirectes avec Israël, avec la médiation louable de la Turquie », a-t-il dit.

« Nous voulions que les négociations jettent les bases de négociations directes qui seraient parrainées par plusieurs acteurs internationaux. Mais cela requiert qu'Israël montre une volonté de se plier aux exigences de négociations de paix », a souligné Walid Al-Moualem.

« Il faut aussi que les Etats-Unis remettent la paix au Moyen-Orient sur leur liste de priorités, après des années passées à l'ignorer de façon délibérée, exacerbant ainsi la situation dans la région », a-t-il insisté.

La Syrie a aussi appelé à déclarer le Moyen-Orient zone exempte d'armes de destruction massive. Elle a réclamé qu'Israël soit obligé de démanteler « les centaines d'ogives nucléaires en sa possession », de mettre ses installations nucléaires sous la sauvegarde de l'Agence internationale de l'énergie atomique ([AIEA](#)) et d'adhérer au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires ([TNP](#)).

La Syrie, en tant que présidente en cours du Conseil de la Ligue des Etats arabes, compte aussi travailler à rétablir l'unité nationale palestinienne à travers le dialogue, a ajouté Walid Al-Moualem.

Par ailleurs, concernant le Soudan, la Syrie est « totalement opposée à la décision du Procureur général de la Cour pénale internationale (CPI) [de demander un mandat d'arrêt contre le président soudanais pour crimes contre l'humanité commis au Darfour] et a appelé le Conseil de sécurité à la suspendre ».

Le ministre syrien a expliqué que son pays souhaitait la mise en oeuvre de l'initiative de la Ligue des Etats arabes du 9 août 2008, qui prévoit la création d'un comité ministériel arabe, sous la présidence du Qatar, avec pour mission de suivre les pourparlers de paix entre le gouvernement et les groupes armés du Darfour.